

Annexe 6

Arret relatif à la vente
et à la dégustation gratuite
de toute nature en bordure
de Routes, hors agglomération
sur certaines sections de
Routes Départementales

ANNEXE 6

CONSEIL GENERAL
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DE LA VOIRIE DEPARTEMENTALE
DE L'AMENAGEMENT ET DES TRANSPORTS

C . D . E . S

ARRETE DEPARTEMENTAL N° 93 - 508

N° d'ordre : 93-124

relatif à la vente, ainsi qu'à la dégustation
gratuite de produits de toute nature en
bordure des routes, hors agglomération
sur certaines sections de Routes Départementales

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES ALPES DE HAUTE PROVENCE,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et obligations des communes, des départements et des régions ;
- VU le Code de la Route et notamment les dispositions relatives à la circulation routière et applicables à tous les usagers de la route
- VU la loi n° 89-413 du 22 juin 1989 et le Décret n° 89-631 du 4 septembre 1989 relatif au Code de la Voirie Routière ;
- VU les articles R.225 et R.236 du Code de la Route ;
- VU les articles R.30-13° et R.38-11° du Code Pénal ;
- VU le décret n° 76-143 du 11 février 1976 relatif à la publicité, aux enseignes et aux textes d'applications (Arrêtés Interministériels du 20 mai 1976 et décret n° 211 du 24 février 1982) ;
- VU L'Arrêté Préfectoral n° 80-48 du 8 janvier 1980 relatif à la vente de produits de toutes natures en bordure des routes, hors agglomérations ;



CONSIDERANT qu'il est nécessaire pour la sécurité de la circulation routière de réglementer la vente ainsi que l'offre de dégustation gratuite des produits de toute nature en bordure des routes hors agglomérations ;

SUR la proposition du Directeur Départemental de l'Équipement ;

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Toute occupation temporaire, même occasionnelle, pour la vente ainsi que l'offre de dégustation gratuite de produits de quelque nature que ce soit, est interdite dans le département des ALPES de HAUTE-PROVENCE de manière permanente, en dehors des agglomérations, dans l'emprise des routes et chemins énumérés ci-dessous

*** Routes Départementales : 900 - 900.A - 900.B - 902 - 907 -
908 - 946 - 953 - 957 - 954 -
4 - 11 - 111 - 952 - 955
en totalité**

**12 entre FORCALQUIER et R.N. 96
23 Chemin des Crêtes du Verdon
56 entre PUIMOISSON et R.D. 952
23.A entre la R.D. 952 et le fond
des Gorges du Verdon**

Cette vente ainsi que l'offre de dégustation gratuite est également interdite dans l'emprise des routes qui croisent les voies ci-dessus énumérées, sur une distance de 50 mètres de part et d'autre des carrefours.

ARTICLE 2 :

En dehors des agglomérations, et sur toutes les routes du Département, l'aménagement des accès nécessaires à l'exploitation des stands de vente ainsi que l'offre de dégustation gratuite implantée sur des terrains privés, devront faire l'objet d'une autorisation de voirie.

La délivrance d'une permission de voirie ne dispense pas du permis de construire si la construction envisagée le nécessite.

ARTICLE 3 :

La publicité des ventes et offres de dégustation gratuite devra être réalisée conformément aux dispositions des Arrêtés Interministériels du 20 mai 1976 - conditions de surface et d'implantation des enseignes publicitaires, et du Décret n° 211 du 24 février 1982 - conditions et normes à respecter pour les dispositifs lumineux ou rétro réfléchissants.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté abroge les dispositions de l'Arrêté Préfectoral n° 80-48 en date du 18 janvier 1980.

ARTICLE 5 :

Le Directeur des Services du Département, les Maires, le Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs du Département.

Copie en sera adressée à Monsieur le Représentant de l'État dans le département pour information et suite éventuelle à donner auprès des services placés sous son autorité.

Copie en sera adressée, pour information et par la D.V.A.T. au Conseiller Général des cantons concernés ;

Services placés sous l'autorité du Représentant de l'État, destinataires du présent arrêté :

MM. les Sous Préfets des Arrondissements concernés ;

- le Lieutenant Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie des Alpes de Haute-Provence.

DIGNE-les-BAINS, le 14 MAI 1993

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur Délégué,



André PIAU

